

## CHRONIQUE D'UNE ONG EN AFRIQUE

Marine Lefebvre, de SOS Faim Luxembourg, partage voyages, rencontres et photographies autour du travail d'une ONG en Afrique. Voici le texte qui «illustre» la photo ci-contre.

## Qu'est-ce qu'une famille heureuse ?

Louable initiative que de prétendre mesurer le niveau de vie d'un pays à l'aune d'autres indicateurs que celui du PIB! Prenons un pays comme l'Éthiopie, où le PIB moyen par habitant est 8.000 fois inférieur au PIB moyen du Luxembourg (80.000 contre 100).

À quel bonheur une famille éthiopienne peut-elle prétendre quand on sait que le bonheur, chez nous, n'est déjà pas une sinécure?

Dans son village à quelques heures de route de la capitale Addis-Abeba, Birhane se met en quatre pour nous accueillir: elle a préparé les beignets, servi le café et nous offre du miel, luxe suprême. Son sens de l'hospitalité dégage quelque chose de plus qu'une politesse formelle; cette mère de famille d'une trentaine d'années respire le bonheur! Autour d'elle, son mari, ses trois enfants, sa nièce et un jeune apprenti sont, eux aussi, rayonnants. Certes, ce miel à table, cette maison en dur, la télévision couverte d'un napperon, la bonne santé de chacun et l'école pour les enfants sont autant de motifs de satisfaction. Mais ce confort n'explique pas tout.

Avec des voisins, Birhane appartient à un groupe de caution solidaire qui épargne et emprunte auprès de l'institution de microfinance Buusaa Gonofaa\*. Or, il y a cinq ans, lorsque le groupe s'est

constitué, Birhane était alors si pauvre, si démunie, que ses voisins refusaient qu'elle se joigne à eux, de peur qu'elle ne soit pas capable de rembourser!

Face à ces réticences, l'agent de crédit de Buusaa a insisté: «*Buusaa ne demande aucune garantie autre que la solidarité du groupe; il ne faut pas posséder de capital pour emprunter de l'argent car la démarche de Buusaa est de toucher les plus pauvres, de leur donner les moyens de générer une activité rémunératrice. Chaque mois, la moitié de l'argent versé par le client en remboursement du prêt est constituée d'épargne obligatoire.*»

## «ELLE SERT LE MIEL!»

Les arguments ont convaincu, et finalement Birhane a été admise. À l'issue de quatre cycles de crédit, elle avait déjà pu acheter un âne et des marchandises pour faire les marchés, ouvrir un petit café à domicile et finalement construire sa maison en dur. Mais elle ne compte pas s'arrêter en si bon chemin!

Cette année, elle retourne sur les bancs de l'école avec des élèves de 15-16 ans pour obtenir l'équivalent du baccalauréat dans le but d'entrer à l'université:

«*Je veux apprendre pour me donner les moyens de développer mon activité commerciale. Je voudrais ouvrir une vraie cafétéria et un salon de coiffure et, un jour, pouvoir acheter une voiture!*»

Teshome, le directeur de Buusaa, se félicite naturellement de ce succès exemplaire et souligne les atouts de ce foyer sans idéaliser l'action de son institution: «*Pour environ la moitié des clients, nos microcrédits permettent une réelle amélioration des conditions de vie, mais cela n'est possible que lorsque d'autres*



Photo Marine Lefebvre



En Éthiopie, le PIB moyen par habitant est de 100 dollars par an, contre 80.000 au Luxembourg

facteurs sont réunis comme la localisation des clients à proximité d'une route, une santé solide, une bonne entente du ménage qui coopère pour faire fructifier le crédit...»

Certes, l'ampleur du succès de Birhane est exceptionnelle; dans une société communautaire, il a non seulement une importance économique, mais aussi une valeur pédagogique et symbolique, comme Tirunesh, la voisine, en témoigne: «*Auparavant, elle ne pouvait même pas préparer le café et, aujourd'hui, elle sert du miel à ses enfants! Elle nous est passée devant et est devenue un modèle pour nous tous!*»

Et Birhane d'assumer son nouveau statut: «*Même si aujourd'hui j'ai le capital, je conti-*

nue à emprunter parce que nous avons encore beaucoup d'autres projets à réaliser pour améliorer les conditions de vie de notre foyer et pour encourager notre communauté à progresser avec nous!»

Ailleurs en Éthiopie, le gouvernement vend la terre des petits paysans aux investisseurs étrangers qui créeront des fermes horticoles dont les cultures, destinées à l'exportation, consomment beaucoup d'eau et d'intrants chimiques, nuisent à la santé des employés et appauvrissent les sols.

En faisant rentrer des devises, ces cessions de terres améliorent le PIB, mais que signifie cette augmentation quand la fertilité des sols, la

santé et la vie des populations sont menacées? Avec le bonheur national brut, la réussite de Birhane et le travail de Buusaa seraient mieux pris en compte car le cas de Birhane nous rappelle que, au-delà de la possession de biens, le bonheur a partie liée avec la capacité à se prendre en charge, à améliorer son sort et celui de ses proches, avec les perspectives d'avenir, et, avant toute chose peut-être, avec la dignité.

MARINE LEFEBVRE,  
SOS FAIM

\*Voir aussi la vidéo sur la microfinance en milieu rural sur [www.sosfaim.lu](http://www.sosfaim.lu)

Notre argent: autant en emporte le vent  
Sur l'inefficacité des subsides aux énergies renouvelables

«*La lutte contre le changement climatique ne sera pas gratuite pour le contribuable!*» Déclaration de Jean-Claude Juncker au *Luxemburger Wort* le 29 octobre.

Peut-être avait-il pris connaissance d'une étude récente du Rheinisch-Westfälischen Institut (RWI) sur les impacts économiques des énergies renouvelables. Une douche froide! Pourtant, ce que l'Allemagne a fait dans ce domaine était considéré par tout le monde comme un exemple à suivre. Le RWI constate que, malheureusement, les subsides accordés entraînent de lourdes charges pour le contribuable et des prix gonflés pour le consommateur.

Comme la production d'électricité éolienne ou photovoltaïque entraîne de fortes variations dans le réseau, il faut inévitablement construire des centrales thermiques classiques pour sauter dans la brèche.

Les subsides pour le kWh photovoltaïque tournent autour de 50 cents et pour l'éolien autour de 12 cents. Ces énergies coûtent donc respectivement 1.700 % et 400% de plus que les sources conventionnelles thermiques et nucléaires. Les sociétés de distribution sont légalement obligées de payer ces suppléments, mais finalement c'est le consommateur et le contribuable qui les paient. ([www.rwi.essen.de/pls/portals30/docs/FOLDER/PUBLIKATIONENGUTACHTEN/ERNEUERBARE-ENERGIEN.PDF](http://www.rwi.essen.de/pls/portals30/docs/FOLDER/PUBLIKATIONENGUTACHTEN/ERNEUERBARE-ENERGIEN.PDF)).

Rien que les subsides pour le photovoltaïque coûteront à l'Allemagne quelque 53,3 milliards d'euros jusqu'en 2010. Les subsides accordés aux éoliennes installées entre 2000 et 2008 sont estimés à 19,8 milliards. En ce qui concerne l'influence de ces efforts sur le climat,

l'étude RWI estime qu'elle est insignifiante, vu que ces sources d'énergie ne contribuent que pour quelques pour cent aux besoins totaux du pays et que la construction de centrales thermiques nouvelles reste incontournable. En fait, l'argent dilapidé pour le photovoltaïque n'est plus disponible pour d'autres mesures d'économies d'énergie plus efficaces.

On justifie souvent les énergies renouvelables par le grand nombre de nouveaux postes de travail qu'elles créeraient. On est allé jusqu'à citer un chiffre de 400.000 emplois. Des prétentions de ce type cachent les effets désastreux exercés sur l'économie, l'emploi et le pouvoir d'achat.

L'argent investi dans les éoliennes et les panneaux solaires n'est plus disponible pour des investissements créateurs d'emploi dans d'autres secteurs. Car une énergie chère

n'est pas favorable à la création d'emplois dans l'industrie d'un pays. Les prix plus élevés pour le kilowatt-heure conduisent en Allemagne à une réduction de 4 milliards en pouvoir d'achat pour les citoyens. On dit également que le développement des équipements pour énergies nouvelles favorise les exportations. En fait l'Allemagne a importé en 2004 des éoliennes pour 1,44 milliard alors que les exportations ne représentaient que 0,2 milliard d'euros. Une balance des paiements négative, donc, alors que l'on a investi 175.000 euros par habitant rien que pour le photovoltaïque.

Les conclusions de l'étude sont formelles: le système allemand de financement des énergies renouvelables est désastreux pour l'économie et l'environnement.

Une étude publiée en mars 2009 par la Universidad Rey Juan Carlos en Espagne est

encore plus alarmante. ([www.juandemariana.org/pdf/090327-employment-public-aid-renewable.pdf](http://www.juandemariana.org/pdf/090327-employment-public-aid-renewable.pdf)).

Le financement des emplois «verts» empêche l'Espagne de sortir de la crise économique. Chaque nouvel emploi «vert» en fait perdre 2,2 dans d'autres secteurs.

En plus, neuf dixièmes de ces nouveaux emplois se trouvent dans l'administration et le marketing. Chaque nouveau poste dans l'énergie éolienne coûte plus d'un million d'euros en subventions. Les énergies renouvelables représentent, à ce jour, une dépense de 28,7 milliards pour l'Espagne. Et le prix de l'électricité a augmenté de 31%.

Quel politicien luxembourgeois aura le courage de demander qu'on fasse une étude semblable pour notre pays?

PIERRE LUTGEN,  
HOSTERT